

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29361]

**11 AVRIL 2014. — Décret modifiant certaines dispositions relatives au statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisés par la Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, il y a lieu de supprimer les mots « organisés par la Communauté française » après les mots « centre psycho-médico-sociaux » et d'ajouter les mots « et des Ecoles supérieures des arts » après les mots « Hautes Ecoles »;

2° au 2° il y a lieu d'ajouter les mots « des centres psycho-médico-sociaux » après les mots « stagiaires et définitifs ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 2°, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et des centres psycho-médico-sociaux organisés » sont insérés entre les mots « des établissements d'enseignement » et les mots « par la Communauté française »;

2° au § 2, 3°, a), alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et des écoles supérieures des Arts » sont insérés entre les mots « à l'exclusion des Hautes Ecoles » et les mots « organisées par la Communauté française »;

3° au § 2, 3°, b), il y a lieu de supprimer :

a) au 1<sup>er</sup> tiret les mots « 42, 67, alinéa 2e, 72, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 175 »;

b) au deuxième tiret, les mots : « 67, alinéas 1<sup>er</sup> et 4, 69, 70, 71, 72, alinéa 4, 97, 175 »;

c) au troisième tiret, les mots : « 24, 25, 32, 33, 34, 49, 50, 52, 55, 147, 160, 175. »;

4° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application du titre III du présent décret, il y a lieu d'entendre par « emploi vacant » un emploi inoccupé à titre définitif par un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire. ».

**Art. 3.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, du même décret, il y a lieu de supprimer les mots : « ou le cas échéant entre le membre du personnel administratif et la Haute Ecole ou l'École supérieure des Arts. ».

**Art. 4.** A l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même décret, les mots « à l'article 138 » sont remplacés par les mots « à l'article 137 ».

**Art. 5.** A l'article 55, § 1<sup>er</sup>, du même décret, il y a lieu de supprimer les mots suivants : « ou le cas échéant entre le membre du personnel administratif et la Haute Ecole ou l'École supérieure des Arts. ».

**Art. 6.** A l'article 194 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Un membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire est admis au stage dans la fonction qu'il occupe à cette date à concurrence du nombre d'heures prestées, à condition que cet emploi ne soit pas occupé en remplacement d'un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire. Sans préjudice de l'application des dispositions du § 5, cette admission au stage s'effectuera annuellement au 1<sup>er</sup> juin au plus tôt. Le nombre d'emplois repris pour la procédure annuelle d'admission au stage sera suffisant pour atteindre un minimum d'emplois d'ouvriers nommés à titre définitif de 65 % du nombre total d'emplois dans chaque fonction telle qu'énoncée à l'article 180, 1°, et par catégorie telle qu'énoncée à l'article 347 du présent décret. »;

2° au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et au prorata de la charge exercée à cette date » sont insérés entre les mots « au prorata du solde de l'année civile considérée » et les mots « calculé à la date de l'admission au stage »;

3° il est ajouté un § 5 rédigé de la manière suivante :

« § 5. Un membre du personnel nommé pour un horaire incomplet dans un établissement peut, avec son accord, se voir accorder une extension de charge pour bénéficier d'une nomination à horaire complet lorsque dans ce même établissement un membre du personnel nommé à titre définitif ou stagiaire exerçant la même fonction cesse définitivement ses fonctions. Dans le cas où plusieurs membres du personnel au sein du même établissement sont candidats, le membre du personnel bénéficiant de la plus grande ancienneté de fonction pourra bénéficier de cette extension de charge. Les emplois non utilisés pour bénéficier d'une nomination définitive à horaire complet dans le cadre de l'extension de charge sont repris dans la liste des emplois soumis à la procédure du changement d'affectation. ».

**Art. 7.** A l'article 195 du même décret, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « Le membre du personnel ouvrier en congé de maternité, de maladie rémunéré par la Communauté française ou en incapacité de travail causée par un accident de travail est admis au stage. ».

**Art. 8.** A l'article 196, § 2, du même décret, le dernier alinéa est supprimé,

**Art. 9.** A l'article 197 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est complété par un 5° libellé comme suit : « 5° l'ensemble des services prestés par les membres du personnel ouvrier dans la ou les fonctions donnant droit à une échelle barémique identique à celle afférente à la fonction considérée est également pris en compte. »

2° au § 2, le 2° est remplacé de la manière suivante : « 2° les dispositions du § 1<sup>er</sup>, 2° à 5° sont d'application. ».

**Art. 10.** L'article 198 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 198. Le membre du personnel ouvrier est admis au stage à horaire incomplet ou complet en fonction du nombre d'heures prestées à cette date et affecté par le gouvernement à un ou plusieurs établissements d'enseignement organisé par la Communauté française annuellement au 1<sup>er</sup> juin de chaque année au plus tôt.

Il est admis au stage le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui au cours duquel il a notifié son acceptation conformément à l'article 196 § 3. ».

**Art. 11.** A l'article 201 du même décret, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots «ou à prestations incomplètes» sont insérés entre les mots «à prestations complètes» et les mots «à laquelle il a été admis au stage».

Au second alinéa, les mots «ou à prestations incomplètes» sont insérés entre les mots «à prestations complètes» et les mots «à laquelle il a été admis au stage».

**Art. 12.** A l'article 207 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le pourcentage total de membres du personnel ouvrier nommé à titre définitif doit atteindre un minimum de 65 % du nombre total d'emplois dans chaque fonction telle qu'énoncée à l'article 180, 1<sup>o</sup>, et par catégorie telle qu'énoncée à l'article 347 du présent décret. Ce minimum s'apprécie en unités d'emplois. ».

**Art. 13.** L'article 208 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 208. Un membre du personnel ouvrier est nommé à titre définitif dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes et affecté dans un ou plusieurs établissements. ».

**Art. 14.** L'article 209 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Le membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ne peut exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dont le total des charges dépasse un horaire complet. ».

**Art. 15.** L'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> de l'article 210 est remplacé par la disposition suivante : «Tout membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif à horaire complet, titulaire d'une fonction de recrutement, peut, à sa demande, obtenir dans cette fonction un changement d'affectation :

1<sup>o</sup> dans un emploi vacant à horaire complet d'un autre établissement de la zone;

2<sup>o</sup> dans un emploi vacant à horaire complet au sein d'une autre zone.

Ce changement d'affectation produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet suivant. Il ne peut être procédé à un changement d'affectation que dans les emplois libérés l'année civile précédente à la suite de la cessation définitive de ses fonctions d'un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif ou admis au stage et n'ayant pas été utilisé dans le cadre des extensions de charge. Un membre du personnel ouvrier nommé à titre définitif dans plus d'un établissement et pour lequel le total de sa charge horaire atteint un horaire complet peut demander un changement d'affectation dans un établissement où il exerce déjà une partie de sa charge. ».

**Art. 16.** L'article 344 du même décret est complété par un § 7 rédigé comme suit :

« § 7. Au 1<sup>er</sup> juin 2014, le Gouvernement procède à la nomination à titre définitif de membres du personnel ouvrier désignés à titre temporaire à concurrence d'un nombre défini comme suit : le pourcentage total de membres du personnel ouvrier nommé à titre définitif doit atteindre 65 % du nombre total d'emplois déterminés à la date du 31 décembre 2013. Ce pourcentage doit être atteint dans chaque fonction telle qu'énoncée à l'article 180, 1<sup>o</sup>, et par catégorie telle qu'énoncée à l'article 347 du présent décret. Ce minimum s'apprécie en unités d'emplois.

Les membres du personnel engagés à titre temporaire, classés en ordre utile, sont nommés à titre définitif à concurrence du nombre d'heures dans la fonction qu'ils exerçaient à la date du 31 décembre 2013 et dans l'établissement où ces heures étaient exercées à condition que ces heures ne soient pas prestées en remplacement d'un membre du personnel ouvrier définitif ou stagiaire.

Sauf pour l'application jusqu'au 31 août 2004 de l'article 9 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les services prestés à titre contractuel par les membres du personnel ouvrier en fonction dans les centres psycho-médico-sociaux avant l'entrée en vigueur de ces dispositions sont assimilés à des services prestés en qualité de temporaire.

Les membres du personnel désignés à titre temporaire au 31 décembre 2013 qui sont en préavis au plus tard à la date du 31 mai 2014 à la suite d'une procédure de licenciement ne peuvent bénéficier de la mesure transitoire de nomination à titre définitif.

Il est procédé à la nomination à titre définitif en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> selon les mêmes modalités que celles concernant l'admission au stage visée aux articles 195, 196 et 197. Par dérogation, il n'y a pas d'admission au stage précédant la nomination pour les membres du personnel nommés le 1<sup>er</sup> juin 2014.

Est nommé à titre définitif par priorité le membre du personnel ouvrier désigné à titre temporaire dans la fonction considérée qui, à la date du 31 décembre 2013, compte, pour la fonction considérée, l'ancienneté de fonction la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et remplit les conditions requises.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel qui compte, à la date précitée, l'ancienneté de service la plus élevée dans les établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. En cas d'égalité d'anciennetés de fonction et de service, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

La dotation qui en vertu des dispositions de la loi du 29 mai 1959 précitée, est allouée à l'établissement au sein duquel il est procédé à la nomination à titre définitif conformément au présent paragraphe est diminuée d'un montant de 20.573,18 € indexé sur l'indice visé par l'arrêté royal du 24 décembre 1993. Cette diminution est opérée au prorata du solde de l'année civile considéré calculé à la date de la nomination à titre définitif et au prorata de la charge de nomination. ».

**Art. 17.** A l'article 347 du même décret, le 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante : « 1<sup>o</sup> les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, les homes d'accueil et les centres psycho-médicosociaux; ».

**Art. 18.** L'article 3, § 3bis, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacé par la disposition suivante : « Il est prélevé un montant de 20.573,18 EUR par membre du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs, nommés à titre définitif et affectés à l'établissement. Ce montant est réduit à due concurrence au prorata de la charge exercée en cas de nomination à temps partiel. Ce montant est réduit à due concurrence en cas de réduction totale ou partielle des prestations, d'absence ou de maladie de plus d'un mois du membre du personnel pendant l'année civile en cours. Ce montant est indexé annuellement sur l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. ».

**Art. 19.** A l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 3e tiret, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire les mots «, et augmentées de ce montant au prorata de la charge exercée qu'il y a de temps partiel en moins dans le personnel ouvrier et de maîtrise nommé à titre définitif œuvrant dans les établissements des niveaux considérés, et augmentées de ce montant au prorata de la charge exercée qu'il y a de réduction totale ou partielle des prestations, d'absence ou de maladie de plus d'un mois du membre du personnel pendant l'année civile en cours.» sont ajoutés après les termes «œuvrant dans les établissements des niveaux considérés».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-M. SCHYNS

—————  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n°638-1. — Rapport, n°638-2.

*Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29361]

**11 APRIL 2014.** — **Decreet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° dienen de woorden "ingericht door de Franse Gemeenschap" geschrapt te worden na de woorden "psycho-medisch-sociale centra" en dienen de woorden "en van de Hogere Kunstscholen" toegevoegd te worden na het woord "Hogescholen";

2° in 2° dienen de woorden "de psycho-medisch-sociale centra" toegevoegd te worden na de woorden "die vast of tijdelijk zijn tewerkgesteld of zijn toegelaten tot de proeftijd".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 2°, eerste lid worden de woorden "en de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd" ingevoegd tussen de woorden "onderwijsinrichtingen" en de woorden "door de Franse Gemeenschap";

2° in § 2, 3°, a), eerste lid worden de woorden "en de Hogere Kunstscholen" ingevoegd tussen de woorden "met uitzondering van de Hogescholen" en de woorden "ingericht door de Franse Gemeenschap";

3° in § 2, 3°, b) dienen geschrapt te worden :

a) onder het eerste streepje, de woorden "42, 67, tweede lid, 72, eerste en derde lid, 175";

b) onder het tweede streepje, de woorden "67, eerste en vierde lid, 69, 70, 71, 72, vierde lid, 97, 175";

c) onder het derde streepje, de woorden "24, 25, 32, 33, 34, 49, 50, 52, 55, 147, 160, 175.";

4° § 3 wordt vervangen als volgt :

"Voor de toepassing van titel III van dit decreet dient verstaan te worden onder "vacante betrekking" een betrekking die definitief onbezet is door een vastbenoemd of stagedoend lid van het werkkliedenpersoneel."

**Art. 3.** In artikel 34, § 1, van hetzelfde decreet dienen de woorden "of als het geval zich voordoet, tussen het lid van het administratief personeel en de hogeschool of hogere kunstschool." geschrapt te worden.

**Art. 4.** In artikel 46, § 1, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 138" vervangen door de woorden "in artikel 137".

**Art. 5.** In artikel 55, § 1, van hetzelfde decreet dienen de volgende woorden "of als het geval zich voordoet, tussen het lid van het administratief personeel en de hogeschool of hogere kunstschool." te worden geschrapt.

**Art. 6.** In artikel 194 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt : “Een lid van het werkliedenpersoneel dat tijdelijk aangesteld wordt, wordt tot de proeftijd toegelaten in een ambt dat hij op die datum uitoefent naar rata van het aantal gepresteerde uren, op voorwaarde dat deze betrekking niet wordt uitgeoefend ter vervanging van een vastbenoemd of stagedoend lid van het werkliedenpersoneel. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 5 zal deze toelating tot de proeftijd elk jaar ten vroegste op 1 juni toegekend worden. Het aantal betrekkingen opgenomen voor de jaarlijkse procedure voor de toelating tot de proeftijd zal voldoende moeten zijn om het minimum aantal betrekkingen vastbenoemde werklieden van 65 % te bereiken van het globale aantal betrekkingen in elk ambt, zoals bedoeld in artikel 180, 1°, en per categorie, zoals bedoeld in artikel 347 van dit decreet.”;

2° in § 4, eerste lid, worden de woorden “en naar rata van de opdracht uitgeoefend op deze datum” ingevoegd tussen de woorden “in verhouding tot het saldo van het betrokken burgerlijk jaar” en de woorden “berekend op de datum van de toelating tot de proeftijd”;

3° er wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. Een personeelslid dat benoemd wordt met een onvolledig uurrooster in een inrichting, kan, mits zijn toestemming, een uitbreiding van de opdracht krijgen om in aanmerking te komen voor een benoeming met volledig uurrooster wanneer in dezelfde inrichting een vastbenoemd of stagedoend personeelslid dat hetzelfde ambt uitoefent, zijn ambten definitief neerlegt. In het geval dat verschillende personeelsleden binnen dezelfde inrichting kandidaat zijn, zal het personeelslid met de hoogste ambtsanciënniteit in aanmerking komen voor deze uitbreiding van de opdracht. De niet-gebruikte betrekkingen om in aanmerking te komen voor een definitieve benoeming met volledig uurrooster in het kader van de uitbreiding van de opdracht, worden opgenomen in de lijst van de betrekkingen die voorgelegd worden aan de procedure voor de wijziging van affectatie.”.

**Art. 7.** In artikel 195 van hetzelfde decreet wordt het laatste lid vervangen als volgt : “Het lid van het werkliedenpersoneel met zwangerschapsverlof, ziekteverlof bezoldigd door de Franse Gemeenschap of in arbeidsongeschiktheid als gevolg van een arbeidsongeval wordt tot de proeftijd toegelaten.”.

**Art. 8.** In artikel 196, § 2, van hetzelfde decreet wordt het laatste lid geschrapt.

**Art. 9.** In artikel 197 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met een 5°, luidend als volgt :

“5° wordt ook in aanmerking genomen, het geheel van de diensten gepresteerd door de leden van het werkliedenpersoneel in het of de ambt(en) dat/die recht geeft(ven) op een weddeschaal die gelijk is aan deze betreffende het betrokken ambt.”

2° in § 2, wordt 2° vervangen als volgt : “2° de bepalingen van § 1, 2° tot 5° zijn van toepassing.”.

**Art. 10.** Artikel 198 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 198. Het lid van het werkliedenpersoneel wordt tot de proeftijd met onvolledig of volledig uurrooster toegelaten in functie van het aantal gepresteerde uren op deze datum en wordt door de Regering in een of meer onderwijsinstellingen opgericht door de Franse Gemeenschap aangesteld, en dit op ten vroegste 1 juni van elk jaar.

Het lid wordt de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin hij zijn aanvaarding overeenkomstig artikel 196, § 3 meegedeeld heeft, tot de proeftijd toegelaten.

**Art. 11.** In artikel 201 van hetzelfde decreet, eerste lid, worden de woorden “of met onvolledige prestaties” ingevoegd tussen de woorden “met volledige prestaties” en de woorden “waarvoor hij tot de proeftijd was toegelaten”.

In het tweede lid worden de woorden “of met onvolledige prestaties” ingevoegd tussen de woorden “met volledige prestaties” en de woorden “waarvoor hij tot de proeftijd was toegelaten”.

**Art. 12.** In artikel 207 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Het globale percentage van de leden van het werkliedenpersoneel die vastbenoemd worden, moet ten minste 65% van het globale aantal betrekkingen in elk ambt bereiken, zoals bedoeld in artikel 180, 1° en per categorie, zoals bedoeld in artikel 347 van dit decreet. Dit minimum percentage wordt in betrekkingseenheden beoordeeld”.

**Art. 13.** Artikel 208 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Artikel 208. Een lid van het werkliedenpersoneel wordt vastbenoemd in een ambt met volledige of onvolledige prestaties en wordt in één of meer instellingen aangesteld.”.

**Art. 14.** Artikel 209 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“Het vastbenoemde lid van het werkliedenpersoneel mag niet definitief één of meer ambten uitoefenen waarvan het totaal van de opdrachten een volledig uurrooster overschrijdt.

**Art. 15.** Het eerste lid van § 1 van artikel 210 wordt vervangen als volgt :

“Alle vastbenoemde leden van het werkliedenpersoneel met volledig uurrooster die titularis zijn van een wervingsambt, kunnen op hun verzoek in dit ambt een wijziging van affectatie verkrijgen :

1° in een vacante betrekking met volledig uurrooster in een andere instelling van de zone;

2° in een vacante betrekking met volledig uurrooster in een andere zone.

Deze wijziging van affectatie wordt van kracht op de eerstvolgende 1 juli. Een affectatie mag slechts gewijzigd worden in de betrekkingen die vrijgegeven worden in het vorige kalenderjaar ten gevolge van de definitieve neerlegging van zijn ambten door een lid van het werkliedenpersoneel dat vastbenoemd wordt of dat tot de proeftijd wordt toegelaten en die niet gebruikt worden in het kader van de uitbreiding van de opdracht. Een vastbenoemd lid van het werkliedenpersoneel in meer dan één instelling en voor wie het totaal van zijn opdracht een volledig uurrooster bereikt, kan een wijziging van affectatie aanvragen in een instelling waar hij al een gedeelte van zijn opdracht uitoefent.”.

**Art. 16.** Artikel 344 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt :

“§ 7. Op 1 juni 2014 zal de Regering de leden van het werkliedenpersoneel in vast verband benoemen die tijdelijk aangesteld worden naar rata van het aantal bepaald als volgt : het globale percentage van de vastbenoemde leden van het werkliedenpersoneel moet 65% van het totaal aantal betrekkingen bereiken die bepaald worden op 31 december 2013. Dit percentage moet bereikt worden in elk ambt, zoals bedoeld in artikel 180, 1° en per categorie, zoals bedoeld in artikel 347 van dit decreet. Dit minimum aantal wordt in betrekkingseenheden beoordeeld.



De tijdelijk aangestelde personeelsleden die batig gerangschikt worden, worden vastbenoemd naar rata van het aantal uren in het ambt dat ze uitoefenden op de datum van 31 december 2013 en in de instelling waar deze uren gepresteerd waren op voorwaarde dat deze uren niet gepresteerd worden ter vervanging van een vastbenoemd of stagedoend lid van het werkliedenpersoneel.

Behalve voor de toepassing tot 31 augustus 2004 van artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de diensten die contractueel gepresteerd worden door de leden van het werkliedenpersoneel in dienst in de psycho-medisch-sociale centra vóór de inwerkingtreding van deze bepalingen, gelijkgesteld met de diensten die tijdelijk gepresteerd worden.

De personeelsleden die op 31 december 2013 tijdelijk worden aangesteld en waarvan de opzegtermijn ten laatste op 31 mei 2014 begint ten gevolge van een procedure van ontslag, mogen niet in aanmerking komen voor de overgangsmaatregel voor de vastbenoeming.

Er wordt overgegaan tot de vastbenoeming met toepassing van artikel 1 volgens dezelfde nadere regels als deze betreffende de toelating tot de proeftijd bedoeld in de artikelen 195, 196 en 197. In afwijking hiervan is er geen toelating tot de proeftijd voorafgaand aan de benoeming voor de personeelsleden die op 1 juni 2014 benoemd worden.

Wordt bij voorrang vastbenoemd het tijdelijk lid van het werkliedenpersoneel dat op de datum van 31 december 2013, voor het bedoelde ambt, de grootste ambtsanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de vereiste voorwaarden vervult.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, krijgt het lid van het werkliedenpersoneel voorrang dat op voornoemde datum de grootste dienstanciënniteit telt binnen de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Bij gelijke ambts- en dienstanciënniteit krijgt het oudste lid van het werkliedenpersoneel voorrang.

De dotatie die, krachtens de bepalingen in voornoemde wet van 29 mei 1959, wordt toegekend aan de inrichting waarin een lid van het werkliedenpersoneel in vast verband werd benoemd overeenkomstig dit artikel, wordt verminderd met een bedrag van 20.573,18 EUR gekoppeld aan de index bepaald door het koninklijk besluit van 24 december 1993.

Deze verlaging wordt uitgevoerd in verhouding tot het saldo van het bedoelde kalenderjaar dat berekend wordt op de datum van de vastbenoeming en tot de benoemingsopdracht.”.

**Art. 17.** In artikel 347 van hetzelfde decreet wordt 1° vervangen als volgt :

“1° de inrichtingen van het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager-, basis- en secundair onderwijs, de onthaalhuizen en de psycho-medisch-sociale centra;”.

**Art. 18.** Artikel 3, § 3bis, tweede lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen als volgt :

“Er wordt een bedrag van 20.573,18 euro ingehouden per lid van het werklieden- en meesterspersoneel, met inbegrip van de amanuensissen die vastbenoemd worden en die in de inrichting worden aangesteld. Dit bedrag wordt passend verminderd naar rata van de opdracht uitgeoefend ingeval van een deeltijdse benoeming. Dit bedrag wordt passend verminderd ingeval van een totale of gedeeltelijke vermindering van de prestaties, bij afwezigheid of ziekte van meer dan één maand van het personeelslid tijdens het lopende kalenderjaar. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd volgens het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van ‘s lands concurrentievermogen.”.

**Art. 19.** In artikel 18, § 1, derde streepje, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, worden de woorden “en vermeerderd met dit bedrag naar rata van de uitgeoefende opdracht als er minder deeltijdse vastbenoemde leden van het werklieden- en meesterspersoneel zijn die in de inrichtingen van de betrokken niveaus werken en vermeerderd met dit bedrag naar rata van de uitgeoefende opdracht als er een totale of deeltijdse vermindering van de prestaties is bij afwezigheid of ziekte van meer dan één maand van het personeelslid tijdens het lopende kalenderjaar.” toegevoegd na de woorden “die in de inrichtingen van de betrokken niveaus werken”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 638-1. — Verslag nr. 638-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 10 april 2014.